

L'étrange déclin de l'Europe et son autodestruction

Le professeur Michael Hudson, économiste classique de renommée mondiale, aborde le cas étrange du déclin de l'Europe. Veuillez soutenir le travail important de Michael Hudson sur : [patreon.com /michaelhudson](https://patreon.com/michaelhudson) Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X /Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau dans l'émission. Nous recevons aujourd'hui le professeur Michael Hudson pour discuter du cas très étrange du déclin économique de l'Europe, ainsi que de certains de ses derniers actes d'autodestruction et de décisions discutables. Merci beaucoup d'être revenu parmi nous.

#Michael Hudson

Je suis content que tu m'aies invité, Glenn.

#Glenn

Je voulais donc aborder la question de la participation des Européens à la guerre technologique — ou guerre économique — menée par les États-Unis contre la Chine. Mais d'abord, je voulais poser une question à propos de cette saisie à laquelle les Européens procèdent. Comme nous le savons, ils ont gelé les avoirs russes, ces fonds souverains, et il y a maintenant une pression croissante pour les confisquer.

Autrement dit, comme l'écrivent plusieurs journaux, ils cherchent un moyen de donner une apparence légale au fait de s'appropriier les avoirs russes — des fonds souverains —, ce qui n'a jamais été fait auparavant. Ce qui rend la situation unique, c'est que les Américains ne veulent pas y participer, car ils deviendraient bien sûr des parias financiers. Le Japon ne le souhaite pas non plus. Mais, pour une raison ou une autre, les Européens semblent tout à fait déterminés à le faire. Que pensez-vous de cette décision ? C'est assez intéressant — ils veulent prendre les avoirs russes et les utiliser comme garantie pour un prêt qui ne pourra pas être remboursé. Dans tous les cas, les Russes ne reverront pas leur argent, plus ou moins.

#Michael Hudson

Eh bien, la question est : de quels Européens parle-t-on ? Je ne suis pas sûr qu'il s'agisse de la population européenne, qui semble opposée à la guerre entre la Russie et l'Ukraine et souhaite simplement une reprise industrielle. Les Européens sont dirigés par la Commission européenne — Ursula von der Leyen et son assistante estonienne — ainsi que par Friedrich Merz, en Allemagne. Les néoconservateurs et le groupe de l'OTAN, y compris Mark Rutte, ont tous décidé qu'ils voulaient étendre la guerre entre l'Ukraine et la Russie en un conflit entre l'Europe et la Russie, ou du moins effrayer l'Europe et lui faire croire qu'une guerre est imminente, afin de créer en quelque sorte un keynésianisme militaire.

Permettez-moi de commencer, je pense, là où nous nous étions arrêtés, ou par ce que nous avons évoqué plus tôt, à propos des 300 milliards de dollars de dépôts russes auprès d'Euroclear — l'organisation de compensation basée à Bruxelles qui gère les devises étrangères de la Russie en euros et en dollars. Personne ne sait où Euroclear a réellement placé ces 300 milliards, ou ces actifs en euros. Il semble qu'ils aient été répartis entre de nombreux pays et de nombreux investissements. De nombreux journalistes et responsables politiques ont tenté de découvrir où ils se trouvent, mais personne ne le sait. Le Premier ministre belge déclare que, puisque Euroclear est dans notre pays, seuls 10 à 20 milliards de cet argent sont en jeu pour nous, mais nous sommes opposés à ce que l'Europe saisisse Euroclear.

Ainsi, les Allemands, les Français et les autres partisans de la guerre en Europe ont tenté de contourner cela en mobilisant l'opinion publique — en effrayant les gens pour leur faire croire qu'une menace imminente se profile. En fin de compte, ce qu'ils évoquent, c'est : « La Russie va-t-elle envahir l'Europe ? » Et c'est absurde. Aucun pays développé doté d'un gouvernement élu n'ira envahir un autre. Les invasions terrestres sont terminées. Tout affrontement avec la Russie se déroulerait avec des missiles — et uniquement des missiles. Cela pourrait venir de l'air, de sous-marins ou de missiles navals, mais ce serait un conflit de type missile.

Les principaux missiles dont on a parlé jusqu'à présent sont les drones. Je pense que l'objectif — ce que Merz et les Européens qui cherchent à opposer les intérêts européens à ceux de la Russie essaient de faire — est de parvenir à une sorte de keynésianisme militaire, fondé sur le besoin supposé de combattre la Russie ou de se défendre contre elle. C'est en réalité une extension du bombardement de l'Ukraine, et c'est clairement la direction que prend le conflit. À présent, le plan de Merz et de l'Allemagne consiste à verser de l'argent à l'Ukraine depuis Euroclear, lequel sera affecté à un compte ukrainien pour acheter des armes destinées à combattre la Russie. Personne ne fait suffisamment confiance à la kleptocratie ukrainienne pour simplement remettre les 300 milliards de dollars directement à l'Ukraine.

Cela finirait dans les poches des kleptocrates. Mais ils créeront un compte pour que les Ukrainiens dépensent en armements européens. Bonne nouvelle pour le complexe militaro-industriel européen, dont les actions sont en hausse, alors que d'autres valeurs industrielles n'ont pas suivi le mouvement à cause du ralentissement provoqué par la fin du commerce du pétrole et du gaz russes. Eh bien, les

nouvelles des derniers jours indiquent que Merz aurait apparemment mis en scène de prétendues apparitions de drones russes dans des aéroports en Allemagne afin de susciter de la propagande contre la Russie, comme si celle-ci avait réellement l'intention d'attaquer l'Allemagne d'une manière ou d'une autre. Je veux dire, c'est ce que font les drones en Ukraine.

Et le fait que les drones soient une forme de guerre aussi récente au cours des trois dernières années montre à quel point c'était le bon levier à actionner pour le public allemand et européen. Le chef de l'OTAN, Mark Rutte, a déjà appelé l'alliance à se préparer à une confrontation à long terme avec la Russie. Or, une confrontation signifie, à un moment donné, une guerre — c'est bien de cela qu'il s'agit pour l'OTAN. Il affirme que l'alliance a renversé la tendance en matière de munitions et déclare que l'OTAN est actuellement en train de gagner. Et si l'on lit la presse européenne — la presse populaire, les grands médias — tous affirment que l'Ukraine a une chance de vaincre la Russie ; elle se bat simplement pour parvenir à une impasse.

C'est complètement différent des invités que vous avez reçus dans vos émissions, qui, comme moi, lisent ce que disent les Chinois, ce que disent les Russes, ce que disent les journalistes du reste du monde — à savoir que la guerre en Ukraine est pratiquement terminée. Elle est totalement perdue. Et le problème pour les économies industrielles européennes, selon Marx et Merz, est le suivant : eh bien, si la guerre en Ukraine est perdue, à quoi allons-nous utiliser toutes nos armes ? Qui va les acheter ? Pas les États-Unis — les États-Unis demandent à l'Europe d'acheter des armes américaines pour l'OTAN. L'OTAN a besoin de la menace de guerre pour maintenir la production et l'emploi du complexe militaro-industriel sur lesquels elle semble prête à fonder l'économie.

Et il y a quatre jours, le magazine allemand **Stern** a publié des fuites internes révélant que toute l'histoire des drones russes utilisés contre des aéroports allemands — pour les tester, comme s'il s'agissait d'une préparation à des bombardements russes d'aéroports en Allemagne et en Europe, à l'image des attaques contre le transport aérien en Ukraine — avait été inventée par Merz et orchestrée comme un stratagème destiné à amplifier la peur du public et à accélérer l'attribution d'un contrat militaire lucratif à des entreprises nationales. Il s'avère qu'il a un passé d'avocat d'affaires avec des liens étroits avec le secteur de l'armement allemand.

Et depuis le tout début, en tant que dirigeant chrétien-démocrate en Allemagne, il plaide pour une augmentation des dépenses de défense, affirmant que c'est cela qui conduira à la reprise allemande — si tant est que l'industrie allemande puisse se redresser, compte tenu de la rupture des relations avec la Russie et maintenant de la rupture imminente avec la Chine également. Si ces fuites s'avèrent fondées — et Sahra Wagenknecht, en Allemagne, s'est montrée très déterminée à faire toute la lumière sur cette affaire et à exiger une enquête publique —, il deviendra alors évident que l'Europe possède son propre État profond, composé de l'OTAN et des néoconservateurs anti-russes, tout aussi déterminé que l'État profond américain à pousser à la confrontation et, en fin de compte, à la guerre avec la Russie.

Si vous lisez ce que Merz a dit, c'est comme si tout cela n'avait rien à voir avec la sécurité nationale. Il s'agit plutôt d'assurer des gains pour les investisseurs industriels et pour une minorité qui a pris en otage la politique européenne de défense et d'industrie. Et je pense que la question est : pourquoi le font-ils maintenant ? Maintenant que la guerre touche à sa fin, il semble qu'il y aura, à un moment donné — peut-être d'ici le printemps — une reddition ukrainienne. Les Russes vont prendre le contrôle et nommer un gouvernement non nazi, remplacer l'ensemble du gouvernement en Ukraine. Et cela va essentiellement bloquer l'Ukraine.

L'intention de la Russie est de bloquer toute tentative de l'Europe d'envoyer davantage de missiles ou d'armes attaquant la Russie elle-même. L'objectif de la Russie est simplement de s'isoler autant que possible de l'Europe, car elle ne considère plus l'Europe occidentale comme offrant une quelconque possibilité de bénéfice mutuel. Elle ne voit plus l'Europe que comme une menace. Et si elle pouvait ériger un mur de fer — en disant essentiellement : « Laissez-nous tranquilles, nous vous laisserons tranquilles, mais ne vous mêlez pas de nos affaires » — c'est ce qu'elle ferait. Je pense que, lorsque la guerre prendra fin, la Russie devra dépenser une somme énorme pour reconstruire les régions russophones d'Ukraine, l'ancienne Ukraine désormais intégrée à la Russie, et c'est là que se concentrera son attention.

Donetsk, Louhansk et la Crimée ont déjà voté — ont organisé un référendum — pour rejoindre la Russie, et la Russie va avoir besoin de beaucoup d'argent. L'opportunité de mettre fin à la guerre en Ukraine a offert à la Russie la possibilité de dire : eh bien, vous exigez des réparations de la Russie pour la guerre en Ukraine que vous, l'OTAN, avez commencée avec le coup d'État américano-britannique de 2016 mené par les nazis qui ont renversé le gouvernement élu. C'est l'OTAN en Europe qui a soutenu les Ukrainiens dans une guerre ethnique contre les provinces orientales russophones. Donc, nous sommes les victimes, pas les agresseurs. S'il y a quelqu'un qui doit des réparations, c'est l'Europe qui en doit à la Russie.

Bien sûr, cela prendrait des années et des années à être réglé par les tribunaux. Mais ce sur quoi, je pense, la Russie serait prête à s'entendre, c'est : « Eh bien, nous allons utiliser ces 300 milliards pour les dépenser principalement en Europe afin de lancer la reconstruction et la réhabilitation de l'immobilier, de l'industrie et des économies de Louhansk, du Donbass et d'autres parties de l'ancienne Ukraine qui font désormais partie de la Russie. » Et je pense que ce que Merz et la cabale anti-russe au sein de la direction européenne essaient de faire, c'est d'empêcher cette opportunité. Ils ne veulent pas que la Russie dépense son argent en Europe pour reconstruire les anciennes provinces ukrainiennes russophones. Ils veulent que cet argent soit dépensé spécifiquement pour le complexe militaro-industriel européen. C'est là que réside tout le problème.

#Glenn

Je pense qu'un problème clé pour l'Europe est que la guerre actuelle — enfin, la guerre en cours — constitue plus ou moins une condition de survie pour l'Occident politique, et même pour l'Europe elle-

même. Parce que, eh bien, les États-Unis ont déjà clairement affiché leurs intentions : ils veulent réduire leur présence non seulement en Ukraine, mais aussi en Europe. Les Américains ont désormais pris une position claire : ils veulent tirer profit des armes, donc les Européens doivent payer pour celles qu'ils envoient. Ce qui était intéressant, c'est qu'à la fin du mois d'août, Reuters a rapporté que les États-Unis avaient informé les Européens qu'ils commenceraient à se retirer un peu des États baltes. Et c'est à ce moment-là que l'on a soudainement vu tous ces reportages sur les drones.

Alors soudainement, tout le monde, vous savez, pense avoir vu un drone — mais cela n'a pas été confirmé. Ou bien de vrais drones ont été aperçus, mais aucun n'était lié à la Russie. Beaucoup se sont révélés être des personnes pilotant des drones par loisir — des Allemands en Allemagne, par exemple — mais le récit persiste. Il n'y a pas une seule preuve, mais si vous additionnez zéro plus zéro plus zéro, soudainement vous obtenez au moins un, selon les mathématiques européennes. Nous voyons aussi maintenant que les États-Unis retirent progressivement une partie de leurs troupes de Pologne et de Roumanie, et cela provoque une certaine panique. La seule chose qui pourrait peut-être amener les États-Unis à changer d'avis serait l'émergence d'un véritable conflit, de menaces réelles envers l'Europe.

Mais sinon, oui, je voulais aussi dire que l'Europe elle-même risque de se fragmenter, car la principale force de l'UE résidait dans son pouvoir de négociation collective — la capacité de rester unie. Ce transfert de souveraineté vers Bruxelles permettait autrefois à l'UE d'apporter des avantages économiques tangibles à ses États membres. L'UE ne se porte plus vraiment bien sur le plan économique. Ainsi, pour le moment, l'unité dépend en grande partie de la guerre. Une fois la guerre terminée, il est très probable que l'UE commencera à se fragmenter. Je pense que cela explique en grande partie pourquoi la direction politique en Europe semble si effrayée, ou désespérée, de maintenir la guerre.

#Michael Hudson

Mais Glenn, la guerre crée de la désunion. Regarde ce qui se passe avec la Hongrie et la Tchécoslovaquie. L'Union européenne dit maintenant que, selon les règles que nous avons toujours eues, la Hongrie a la possibilité de bloquer nos dépenses militaires en soutien à l'Ukraine. Eh bien, bien sûr, la Hongrie a en réalité été attaquée par l'Ukraine. L'article 5 de l'OTAN est mort. Un membre de l'OTAN, la Hongrie, a été attaqué par une puissance étrangère — l'Ukraine — pour détruire ses approvisionnements en pétrole qu'elle recevait via le Kazakhstan et via la Russie. Et la Hongrie comme la Tchécoslovaquie, et maintenant d'autres pays subissent aussi des pressions, disent : nous ne pouvons pas nous permettre la guerre avec la Russie. Vous, les Allemands, êtes prêts à mettre fin à votre croissance industrielle, à vous désindustrialiser et à appauvrir votre économie par haine idéologique de la Russie, mais nous ne pouvons pas nous permettre votre guerre.

Nous allons le bloquer. Et donc, l'Union européenne veut changer les règles — pour ne plus permettre aux pays membres d'avoir le droit de blocage. Alors, que doit faire la Hongrie ? Rejoindre l'Organisation de coopération de Shanghai ? Elle est mise à l'écart. La guerre, à mon avis, ne divise pas seulement les pays européens entre eux ; elle divise aussi la direction de l'OTAN issue de la droite européenne du reste de l'Europe. Les électeurs — la population dans son ensemble — veulent une reprise économique. Ils ne veulent pas de guerre, car la guerre va les appauvrir. La guerre enrichira les entreprises militaires représentées par Merz et les autres dirigeants pro-guerre, mais elle n'aidera pas du tout l'économie. Je pense donc que c'est profondément clivant.

#Glenn

Non, je pense que vous avez tout à fait raison. À long terme, la guerre ne fait qu'approfondir les divisions au sein de l'Europe. Mais à court terme, elle est perçue comme un facteur de cohésion. Et encore une fois, c'est là une partie du problème actuel. Je pense qu'il n'y a pas de réflexion stratégique sur la direction que nous prenons réellement. Mais dans cette optique, la nécessité de maintenir une tension constante avec la Russie et de poursuivre la guerre en Ukraine devient de plus en plus difficile, maintenant qu'il apparaît que l'Ukraine est dans un bien plus mauvais état que beaucoup de dirigeants européens ne veulent l'admettre. Comment voyez-vous la suite des événements ?

Pensez-vous que les Européens doivent intervenir ? Parce qu'il y a beaucoup de discussions en ce moment en Europe. L'ancien secrétaire général de l'OTAN soutient que les Européens ou l'OTAN devraient commencer à intercepter les missiles et les drones russes depuis le territoire de l'OTAN. Il y a désormais une pression accrue pour mener des frappes à longue portée en Russie. Nous continuons à dire que nous aidons l'Ukraine, mais au bout du compte, ce seront nos armes, les boutons seront actionnés par nos sous-traitants. Ce sera notre ciblage. Ce seront nos satellites. Donc, c'est une attaque de l'OTAN contre la Russie, et je pense, plus ou moins, qu'il ne devrait plus être controversé de le dire.

#Michael Hudson

Ce n'est pas controversé en Russie. Le président Poutine et le ministre des Affaires étrangères Lavrov ont tous deux déclaré que si un missile frappe la Russie depuis un pays de l'OTAN — même s'il est lancé depuis l'Ukraine, mais que le missile lui-même provient d'un pays de l'OTAN ou est guidé électroniquement depuis Wiesbaden ou tout autre centre de guidage européen — la Russie ripostera contre les pays qui ont produit ou guidé le missile. Cela signifie qu'elle fera à l'Allemagne ce qu'elle a fait à l'Ukraine. Jusqu'où cela ira-t-il ? Se contentera-t-elle de frapper des entreprises militaires, des bases de l'armée, des infrastructures énergétiques, ou ira-t-elle plus loin ? La réponse de la Russie sera : vous envoyez un missile contre nous, nous enverrons des missiles contre vous. Vous, Européens, n'avez aucune défense contre nos nouveaux missiles hypersoniques.

Elles ne seront pas atomiques. Elles n'ont pas besoin de l'être. Mais elles suffisent à paralyser votre industrie — en particulier votre industrie militaire — à neutraliser votre capacité à lancer des missiles. Nous pouvons désactiver non seulement vos fabricants d'armes, mais aussi vos installations électroniques et électriques, vos systèmes de transport, vos chemins de fer, vos aéroports, vos ports. Ils ont été aussi clairs qu'ils pouvaient l'être à ce sujet, au point que, compte tenu du sentiment des électeurs russes eux-mêmes — disant qu'on ne peut pas simplement ignorer une ligne rouge après l'autre et laisser l'Europe intensifier — il faut répondre. Nous sommes face à une fonction par paliers ici. La Russie a essayé d'avertir l'Europe à maintes reprises : voici ce qui se passera si vous allez vraiment jusque-là. Et l'Europe a décidé que c'est ce qu'elle voulait.

Apparemment, Merz et Rutte de l'OTAN estiment que l'Europe doit être attaquée par la Russie afin de reconstruire son industrie. Mais l'attaque de la Russie va justement l'empêcher de reconstruire son industrie. C'est ce qu'on appelle une contradiction interne. Et comment expliquer cela ? C'est une idéologie à vision tunnel — partageant littéralement la haine britannique de longue date envers la Russie. Cela n'a rien à voir avec le communisme, car la Russie n'est plus l'Union soviétique. C'est une confrontation géopolitique qui pousse l'Europe à adopter la vision néoconservatrice américaine selon laquelle, eh bien, si seulement nous pouvions diviser la Russie en quatre ou cinq petits pays, elle n'aurait plus le pouvoir de nous menacer ni de jouer un rôle positif dans le monde.

Et cela nous permettra de jouer un rôle positif dans le monde en tant que principaux pantins de l'Amérique, administrant le reste du monde au nom des États-Unis. Je veux dire, c'est assez pitoyable — mais c'est bien vers cela que tout se dirige. Et, vous savez, j'ai d'autres sujets dont je veux parler dans votre émission. Ce que l'Union européenne a fait, c'est dire qu'il ne suffit pas de combattre la Russie. Comme l'a dit Rutte, ce n'est pas seulement une lutte contre la Russie ; c'est une lutte contre les alliés de la Russie — la Chine, l'Iran, la Corée du Nord. C'est une guerre contre nous, contre la Russie, et contre ce qui semble presque être la majorité mondiale. Et le premier champ de bataille de cette guerre a été la Chine, menée par les Néerlandais, qui semblent être, encore plus que les Allemands, les extrémistes.

Ils ont confisqué l'entreprise de batteries Nexteria, que des sociétés chinoises avaient achetée et développée en Allemagne et aux Pays-Bas, afin de fournir une étape de base dans la transformation des plaquettes de silicium en batteries. Ce n'est pas, en soi, une question de sécurité nationale. En fait, précisément parce que ce n'est pas une question de sécurité nationale — c'est une technologie tellement courante et banale — les constructeurs automobiles, Mercedes, Volkswagen, toutes les grandes entreprises automobiles allemandes, et l'industrie en général, ont besoin de toutes ces batteries. Les batteries sont relativement simples, mais la technologie demande, je dirais, quelques années de développement. Ainsi, lorsque Donald Trump et les Américains ont fait pression sur le gouvernement néerlandais, ils ont déclaré : « Vous devez saisir toute entreprise dont la Chine détient 50 % ou plus, ou dont les investisseurs chinois possèdent 50 % ou plus. Vous devez la

confisquer dans le cadre de notre guerre contre la Chine, car nous, les Américains, ne rejoindrons pas votre combat contre la Russie, mais nous finirons par combattre la Chine, notre ennemi existentiel », comme aiment le dire les Américains.

Ainsi, les Néerlandais ont saisi Nexperia au motif que, premièrement, les États-Unis leur avaient dit de le faire — en désignant des centaines d'entreprises chinoises détenues à 50 % ou plus par des intérêts chinois comme des cibles légitimes pour les Européens. Et les Néerlandais l'ont fait. Ils ont déclaré craindre que Nexperia, compte tenu de l'antagonisme croissant de l'Occident envers la Chine, ne déplace une partie de ses activités vers la Chine, et que la Chine ne fasse quelque chose qui leur déplaît ou qui puisse interférer avec leur contrôle du commerce régional des batteries. Ils ont donc décidé de prendre le contrôle de l'entreprise et de la confisquer, tout comme les pays européens ont confisqué les filiales de Lukoil en Roumanie et ailleurs. Naturellement, la Chine a dénoncé cette décision.

La colère en Chine est très claire. Ils ont dit : « Comment pouvez-vous faire cela ? Le secteur manufacturier européen dépend des batteries de Nexperia — des millions de leurs produits sont vendus dans toute l'Europe. Ils ne sont pas très chers, mais ce sont des composants essentiels pour les automobiles et d'autres machines de base. Et maintenant, tout cela va être bloqué. » La Chine a déclaré : « Eh bien, évidemment, nous n'allons pas continuer à produire toute cette production pour des entreprises qui ont été saisies par le gouvernement néerlandais en violation du droit international, simplement parce que les Américains le leur ont dit. » Les Néerlandais ont répondu en disant que Donald Trump avait effectivement déclaré qu'il n'imposait plus la règle des 50 % contre les entreprises chinoises désignées.

Mais ce n'est pas pour cela que nous avons pris des mesures contre la Chine. Nous allons le faire de toute façon, car nous ne voulons pas que les Chinois contrôlent une entreprise dont dépendent tant de nos autres sociétés aux Pays-Bas et dans toute l'Europe. Ils ont donc cessé d'investir et de produire. Et les Chinois ont dit : eh bien, vous savez, nous n'allons pas vous donner des choses gratuitement. À partir de maintenant, tout commerce avec les Pays-Bas et les autres industries européennes se fera dans notre propre monnaie, le RMB, et non en euros. Nous ne pouvons pas conserver nos économies ni facturer nos produits en euros, car vous pourriez nous faire ce que vous venez de faire à la Russie. Il est évident que nous suivons la même trajectoire.

Et Rutte a déclaré que nous sommes tout aussi mauvais que la Russie, car nous importons du pétrole russe, ce qui est censé aider la Russie à vaincre l'Ukraine — et tout cela s'inscrit dans le fantasme des interconnexions que les Européens ont imaginé. Ainsi, l'incident Nexperia est devenu, pour la Chine, une sorte de baromètre de la crédibilité institutionnelle de l'Europe, comme l'ont affirmé les porte-parole chinois. Et la Chine a unilatéralement suspendu les livraisons de plaquettes à Nexperia, invoquant sa propre sécurité nationale pour justifier cette décision. Je ne vois donc encore aucune possibilité de résolution. Les Néerlandais continuent de dire : « Nous pensons que les Chinois

vont se montrer raisonnables et se rendre à nous. » Eh bien, la Chine ne va pas se rendre. En réalité, elle bloque des exportations clés — non seulement les terres rares, mais aussi d'autres matières premières.

Il y a tellement de matériaux essentiels que la Chine fournit à l'Occident que, même s'il existe des sources alternatives pour l'Europe, ces alternatives seront, tout d'abord, plus coûteuses. Et ensuite, il faudra un certain temps pour les mettre en place. La Chine a déclaré qu'elle était bien sûr capable de reproduire chez elle ce que Nexperia produisait aux Pays-Bas. Elle a des filiales dans toute l'Europe. Bien sûr, nous pouvons le faire, mais cela prendra du temps. Et il est certain que, rien que pour recommencer à exporter ces batteries, il faudra trois ou quatre mois.

Eh bien, les industries européennes qui utilisaient ces importations ont toutes adopté la comptabilité en flux tendus. Elles ont réduit leurs stocks au minimum afin de fonctionner avec des coûts d'exploitation plus faibles. L'Europe ne dispose donc pas de réserves de ces batteries. Et elle va devoir faire face à une situation où, dans les deux mois, des entreprises partout en Europe — Mercedes et d'autres — ont annoncé qu'elles allaient devoir fermer leurs usines, car on ne peut pas fabriquer une voiture sans ces batteries simples et essentielles qui permettent de lever et baisser les vitres, vous savez, les systèmes de commande interne automatique des voitures. Et elles vont devoir licencier leur main-d'œuvre.

Ainsi, une fois de plus, cette idée selon laquelle l'Europe pourrait d'une manière ou d'une autre reprendre le contrôle de son économie en déclarant une guerre commerciale, d'investissement et monétaire — en étendant cette guerre de la Russie à la Chine et à d'autres pays — sera tout aussi grave, à une échelle moindre, que la décision de l'Europe d'arrêter d'importer du pétrole et du gaz russes. L'Europe se coupe de toutes les importations essentielles — des matières premières aux produits semi-finis, jusqu'aux autres produits manufacturés — dont elle est devenue dépendante. Et il est impossible qu'une économie fonctionne sans ces produits. Vous pouvez être sûr que la Chine en est parfaitement consciente. Et lorsqu'elle dit que cela prendra du temps, c'est en réalité la faute de la Hollande pour avoir agi ainsi.

Eh bien, ce que cela veut dire, c'est : « Laissons les pays européens se battre entre eux pour voir quelle sera la résolution. » Et bien sûr, lorsqu'il y aura une résolution, il faudra des réparations. La Chine protégera sa propre sécurité nationale contre de futures saisies en affirmant que les dirigeants européens sont en réalité comme Donald Trump — ils changent les règles à leur guise pour la Chine. Ainsi, dans leur confrontation militaire, afin d'éviter notre propre interruption du traitement et de la fabrication, nous devons garder le contrôle de notre propre production. L'Europe peut, bien sûr, faire la même chose. Eh bien, peut-être que dans dix ans — disons sept ou huit ans — l'Europe pourra suivre sa propre voie. Sa population sera réduite de moitié.

Pauvreté de masse — les gouvernements seront chassés du pouvoir. Ce sera une catastrophe. C'est le plan clairement défini que Merz et von der Leyen, l'Union européenne, la Commission européenne, l'OTAN, le gouvernement allemand, le gouvernement britannique et le gouvernement français

cherchent à mettre en œuvre. Il y a unanimité sur le fait que l'avenir sera celui de l'effondrement et de la désindustrialisation de l'Europe, et que cela conduira à une désintégration de l'Union européenne. Et probablement, ce genre de désintégration mènera à une véritable confrontation militaire et à la guerre. Et c'est vers cela que les choses semblent se diriger. Cela paraît insensé, mais je ne vois pas — quand on lit ce que disent les autres gouvernements, c'est bien ce dont ils avertissent l'Europe. Et les Européens ont répondu : eh bien, c'est ce que nous voulons.

#Glenn

C'est vraiment fou que nous en soyons arrivés à cette situation. Le fait est que le marché russe était en réalité plutôt bénéfique pour l'Europe. Il représentait une part très importante de l'ensemble du modèle de développement — non seulement grâce à toute l'énergie bon marché fournie par la Russie, mais aussi à la manière dont les Russes utilisaient tout cet argent. Ils achetaient, dans une large mesure, des biens européens, des produits manufacturés. Et lorsqu'ils participaient à des projets énergétiques spéciaux, comme des travaux dans l'Arctique, c'était souvent dans l'espoir de développer cette « grande Europe » fondée sur l'idée de Gorbatchev d'une maison européenne commune. L'Europe était souvent privilégiée comme partenaire, aux côtés des États-Unis, dans l'hypothèse que la connectivité économique conduirait d'une manière ou d'une autre à l'intégration progressive de la Russie. C'est tout simplement insensé de suivre cette voie, car ce sont les Américains qui ont fortement poussé à l'expansion de l'OTAN — pour rediviser le continent et le remilitariser.

Ce sont les Européens qui, pendant toutes ces années, craignaient que nous ne recréions la logique de la guerre froide — que nous n'imposions ces choix civilisationnels à somme nulle aux pays situés entre l'OTAN et la Russie. Ces choix pouvaient se traduire par des guerres civiles, puis par des guerres par procuration. Et pourtant, nous en sommes là, et les Européens redoublent désormais d'efforts. J'avoue... il est très difficile de trouver quelqu'un capable d'expliquer où se situe l'intérêt national dans tout cela — en quoi cela est bénéfique pour qui que ce soit, y compris pour l'Ukraine, d'ailleurs. Mais non, les Chinois et d'autres observent attentivement, car si demain il y avait une poussée pour que Taïwan fasse sécession et que la Chine réagissait, pourquoi les Européens ne saisiraient-ils pas aussi les fonds chinois ? Pourquoi ne saisiraient-ils pas les entreprises chinoises ? Le simple fait qu'ils en discutent est, à mon avis, une erreur terrible.

#Michael Hudson

Il y a un débat sur l'intérêt national, et Merz, Rutte et von der Leyen ont déclaré que notre intérêt national consiste à désindustrialiser l'Europe. Notre intérêt national est anti-travail. Notre intérêt national, c'est la guerre. Voilà leur conception de l'intérêt national. Ce n'est donc pas ce que vous entendez par intérêt national. Quand vous et moi parlons d'intérêt national, nous l'utilisons comme on le faisait il y a cinquante ans : c'est l'intérêt de l'ensemble de l'économie. Si vous demandez ce

qui est bon pour l'économie en termes de bien-être matériel et de prospérité de la population, de l'augmentation de la production et d'une répartition plus équitable de cette production, c'est ainsi que vous et moi — et je pense la plupart de vos auditeurs — définissons l'intérêt national.

Mais l'intérêt national, tel que défini par la direction européenne, est : « Non, notre intérêt est le même que celui de l'Amérique — celui du 1 % le plus riche, principalement du 10 % supérieur. » Notre intérêt réside dans le complexe militaro-industriel. Notre intérêt, c'est l'argent que nous mettons dans nos poches grâce aux pots-de-vin provenant des États-Unis, de l'OTAN, des entreprises que nous représentons — au détriment des intérêts des travailleurs et des électeurs. Ainsi, on observe une divergence entre l'intérêt national et ce qu'on appelait autrefois l'approche matérialiste de l'histoire — l'idée selon laquelle les pays agiraient selon leur propre intérêt économique, social et politique, de manière démocratique, en représentant ce qui est bon pour la population dans son ensemble. Ce n'est plus le sens de « l'intérêt national » dans les économies occidentales d'aujourd'hui, des États-Unis à l'Europe.

#Glenn

Eh bien, ce n'est pas comme si—désolé, ce sera ma dernière question. Ce n'est pas comme s'il n'y avait pas déjà certains problèmes structurels avant ce conflit. Si l'on regarde l'économie européenne il y a vingt ans, elle était proche de la parité avec celle des États-Unis—l'UE et les États-Unis. Mais depuis, les écarts entre Américains et Européens n'ont fait que s'accroître. Je me demandais, comment voyez-vous la logique derrière cela ? Est-ce une question de coûts énergétiques, de souveraineté technologique, de financiarisation, ou s'agit-il simplement de subordonner les intérêts européens à des intérêts économiques—principalement aux intérêts géopolitiques des États-Unis ?

Ou comment expliquer la disparition de cette parité ? Car c'était un élément très important pour les Européens — la manière dont ils avaient imaginé l'ère post-guerre froide. Il devait s'agir d'une hégémonie collective, avec les États-Unis et l'Union européenne comme partenaires égaux. Et si l'on avance jusqu'à aujourd'hui, comme vous l'avez dit, l'objectif principal des Européens semble être d'espérer que l'Amérique acceptera l'Europe comme partenaire junior, à condition que nous nous subordonnions suffisamment — ce qui est bien loin de la situation d'il y a vingt ans.

#Michael Hudson

Eh bien, Glenn, tu sais que je suis avant tout un économiste financier, donc ce n'est guère une surprise. Je fais remonter tout le déclin de l'Europe à son adoption désastreuse de l'euro. Ce sont les règles soutenues par l'Allemagne qui stipulent que les gouvernements européens — y compris la banque centrale de l'Union européenne — ne doivent pas créer leur propre monnaie. Ils doivent essentiellement l'emprunter, et ils ne peuvent pas avoir un déficit budgétaire supérieur à 5 % du PIB. Dès le départ, l'Europe a déclaré que, selon ces règles, elle ne pourrait jamais appliquer les mêmes politiques keynésiennes de relance économique que les États-Unis, la Chine et tous les pays industriels prospères ont utilisées. Elle a choisi de se lier les mains en matière de système bancaire

et financier, empêchant les gouvernements de fournir suffisamment de crédit pour permettre à l'économie de croître, tandis qu'une part croissante du revenu national est consacrée à la finance et aux activités de recherche de rente.

La conception venait de l'Université de Chicago — des extrémistes de l'école du « hard money » de Milton Friedman. Et les États-Unis savaient exactement ce qu'ils faisaient : en imposant à l'Europe ces règles autodestructrices et à vision étroite, l'Europe ne pouvait pas utiliser le type de politique monétaire moderne que les États-Unis emploient à des fins de droite, mais non pour les objectifs pour lesquels la théorie monétaire moderne a été développée — aider l'économie dans son ensemble à croître. Ainsi, l'Europe s'est liée les mains dès le départ en n'autorisant pas le gouvernement à jouer un rôle. Les États-Unis ont soutenu des politiciens qui disaient : « Bien que l'Europe se joigne maintenant, ce sera une Europe des entreprises. Nous voulons que le pays soit dirigé par Meloni en Italie. Nous voulons exactement le corporatisme que Mussolini prônait pour l'Italie. Nous avons échoué auparavant pendant la Seconde Guerre mondiale ; nous n'échouerons pas de nouveau. » Et c'est là toute la folie de la situation.

Bien sûr, chaque économie industrielle — y compris l'Italie, l'Europe et particulièrement l'Allemagne — a développé son industrie au XIX^e siècle comme une économie mixte, avec l'État jouant un rôle moteur dans les infrastructures publiques et soutenant une banque centrale qui fournissait du crédit à l'économie. Elle s'appuyait sur la banque publique et sur des règles gouvernementales pour orienter la finance vers la production, la formation de capital productif et l'investissement tangible — construire des usines et employer de la main-d'œuvre. Ce n'est plus ce que l'Europe préconise aujourd'hui. Et en réalité, je ne pense pas que les Européens passent beaucoup de temps à examiner ce qui a rendu l'Allemagne industrielle du XIX^e siècle si productive et lui a permis de prendre la tête, ni ce qui a rendu l'industrie française également si productive.

Pourquoi a-t-elle connu un essor aussi remarquable au XIX^e siècle — jusqu'à devenir le centre économique du monde — et pourquoi se retrouve-t-elle aujourd'hui reléguée à la périphérie ? Si l'on compare la différence, elle tient en grande partie au rôle du gouvernement dans ce qui devenait un socialisme industriel. On appelait cela la social-démocratie, ce qui signifiait en réalité le socialisme en Allemagne et dans les autres grands pays industriels d'Europe. Et aujourd'hui, cela s'est transformé en capitalisme financier, où la majeure partie de la richesse européenne se crée par la finance et non par l'industrie. Le secteur financier comprend qu'il est plus facile de bâtir des fortunes d'entreprise et personnelles dans une économie en déclin que dans une économie en croissance, car dans une économie en déclin, on a la déflation, l'insolvabilité et les faillites.

Vous avez une concentration énorme de la propriété de la richesse, et vous allez la voir en Europe tout comme vous la voyez aux États-Unis. Cette polarisation appauvrit l'économie dans son ensemble et conduit également à une suspension de la liberté démocratique — d'expression, de vote. Elle neutralise le rôle des électeurs dans l'élection des responsables nationaux à travers ce système de contrôle écrasant de l'UE, qui a été pris en main par une alliance des néoconservateurs et de l'oligarchie financière, s'appuyant de plus en plus sur le complexe militaro-industriel et ses liens avec

les États-Unis. Cela agit comme une sorte de subvention pour ces entreprises et personnalités — les Tony Blair du continent européen et les Merkel qui ont pu prendre le contrôle.

#Glenn

Il est fascinant de constater que le projet européen, né après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre de l'accord sur le charbon et l'acier, visait à promouvoir la transparence, à éviter la militarisation et à servir de projet anti-guerre. Aujourd'hui, l'Union européenne se définit de plus en plus, selon ses propres termes, comme une « Europe géopolitique », dans laquelle le développement économique sera stimulé par un keynésianisme militaire. Donc... eh bien, merci, comme toujours. J'apprécie vraiment que vous ayez pris le temps. Merci.

#Michael Hudson

Eh bien, je suppose que ce n'est pas très optimiste — à moins que vous ne considériez la perspective d'une révolution comme quelque chose d'optimiste.